

Revue de presse du 26 mars au 15 avril 2011

SOLIDARITE – INITIATIVES LOCALES

Loire-Atlantique - Saint-Herblain

Roms d'Indre : un grand pas vers l'intégration

Ouest-France - samedi 26 mars 2011

Cinq familles Roms, qui se sont intégrées à la vie locale, sont désormais installées dans un petit ensemble de six bungalows du « village de la solidarité » à Indre, protégées d'une nouvelle expulsion. La commune leur a proposé un toit, première étape vers une vie « comme les Français ». Elles ont donc quitté le terrain qu'elles habitaient jusqu'alors, appartenant à la Soferti.

Une trentaine de familles Roms ont obtenu un emploi en CDD, deux autres sont parties à Rennes et à Montaigu pour des CDI. Après la décision du maire d'accueillir ces familles dans la commune, tous les relais nécessaires ont été mis en place, auprès de bénévoles de Roms, de la police municipale, des équipes d'enseignants et des élus. Depuis octobre 2009, environ quarante-cinq familles Roms délogées de Nantes sont arrivées à Indre, et devraient de nouveau être expulsées en juin.

Le quotidien d'une de ces familles parle de lui-même : les enfants vont à l'école, Medalia, leur mère, fait des heures de ménage et repassage et Vasile, leur père, part chaque jour à la taille des vignes. C'est une nouvelle vie « comme les Français. » Myriam N'cho, élue adjointe aux affaires sociales, explique que « c'est une étape, le pari sera gagné quand ils entreront complètement dans le droit commun. Si chaque commune reçoit deux ou trois familles, elles pourraient toutes être intégrées ». Plusieurs municipalités suivent discrètement les pas de cette commune exemplaire.

Provence – Alpes – Côte d'Azur

La Région veut aider à intégrer les Roms

Laprovence.com - mercredi 30 mars 2011

Une conférence-débat au conseil régional a eu lieu en présence des élus, de techniciens et d'associations, et l'action d'un protocole d'accord en faveur des Roms a été signé. Huit associations humanitaires et d'insertion participeront à la mise en place de ce plan d'action qui vise à une action d'urgence pour les hébergements des Roms mais aussi à une action durable pour ceux et celles qui veulent s'installer et qui porte sur l'accès aux droits et à la santé, la scolarisation, la formation et l'insertion professionnelle. La Région souhaite aussi informer le grand public "pour éviter les discriminations et les amalgames".

4000 Roms séjournent actuellement dans la région avec de plus en plus de bidonvilles du fait des expulsions. Un centre d'accueil doit être créé prochainement à Marseille pour les cas les plus urgents.

Essonne

Nettoyage militant d'un bidonville rom

Hebdo Tout est à nous ! jeudi 31 mars 2011

Pour protester face aux conditions de vie scandaleuses dans lesquelles vivent les Roms dans les bidonvilles, l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines et roms a organisé une action de solidarité spectaculaire et médiatisée (plusieurs journaux locaux et nationaux étaient présents) dans le bidonville de Moulin-Galant.

Samedi 26 mars, les Roms habitant le terrain, et une cinquantaine de soutiens, associations et partis politiques, ont rempli 2 000 sacs poubelle des ordures diverses non ramassées et les ont alignés sur le bord de la route. Les Roms ont exprimé leur refus de vivre de cette manière, et demandent, par le biais de l'association, à ce que leur situation change.

Réactions en fin de journée : les élus et la police y voient une manœuvre « anti-Corbeil », perpétuant la sensation de persécution ressentie par les Roms, régulièrement pris pour cible par les autorités.

Hérault – Montpellier

Soutien aux Roms de Montpellier

Midi libre - mardi 12 avril 2011

La Ligue des droits de l'homme, avec le Collectif de soutien aux Roms de Montpellier, a organisé une conférence de presse il y a quelques jours, afin d'informer et de réunir la population autour de l'évacuation des familles roms du quartier de Garosud, le 29 mars dernier.

Le collectif déplore en particulier « le désengagement de l'État et le manque de discussion autour de la problématique des Roms », dont la situation ne cesse de s'aggraver en France.

La vingtaine d'associations participant au collectif donne rendez-vous tous les lundis, à 18 h, dans les locaux de la Ligue des droits de l'homme rue Louis Blanc, pour en discuter.

Loire-Atlantique – Bouguenais

Échanges avec les Roms

Ouest-France- mardi 12 avril 2011

Le collectif d'Indre Roms se penche sur les problèmes des Roms. Douze femmes roms ont été invitées par l'ACO (Action catholique ouvrière) et le CCFD Terre-Solidaire, ce week-end, pour témoigner avec le collectif de leur parcours et de leurs espoirs. Cet échange a eu lieu salle Térésa à Bouguenais, samedi, en présence de 70 personnes.

Ces personnes font un tour d'horizon de toutes les actions entreprises depuis leur arrivée à Indre en 2009, grâce aux volontaires de Roms et à la commune. D'autres réunions précédant celle-ci avaient été un succès : samedi, des participants ont proposé leur implication dans la cause des Roms, au niveau de leur propre localité.

« Vivre ensemble est possible », ont souligné Médallia, Elvira et Camélia, trois femmes Roms invitées.

Une dégustation de spécialités culinaires roms et de gâteaux maison préparés par le collectif ont précédé la clôture de la réunion, en chansons.

JUSTICE

Seine-Saint-Denis – Bobigny

Evacuation d'un camp de Roms

AFP – 29 mars 2011

Un camp illégal situé sous un pont le long du canal de l'Ourcq, entre les communes de Bobigny et Noisy-Le-Sec et occupé par environ 270 Roms, a été évacué mardi 29 mars au matin, a-t-on appris auprès de la préfecture de Seine-Saint-Denis et de l'association La voix des Roms.

Selon la préfecture, cette évacuation a été ordonnée après un rejet par le tribunal administratif d'un recours contre une décision préfectorale d'expulsion prise le 16 mars.

Dans un communiqué, le préfet, Christian Lambert, parle de "risques graves [...] consécutifs à des branchements électriques frauduleux effectués à mains nues par les occupants du campement illicite constatés à plusieurs reprises par ERDF".

Dans un communiqué, la maire de Bobigny, Catherine Peyge (PCF), lui répond par son « indignation et sa consternation [...] Cette évacuation a été organisée par surprise, sans prévenir la mairie de Bobigny », a-t-elle déploré. La mairie avait autorisé les familles à s'installer sur un terrain dépendant de la mairie, en attendant une solution viable à plus long terme. Elle a assuré que les familles seraient relocalisées sur un autre terrain communal.

Hérault - Montpellier

Garosud : expulsion de plusieurs familles de Roms

Midi Libre - mercredi 30 mars 2011

Suite à une décision de justice, vingt-huit policiers ont encadré, mardi 29 mars entre 7h30 et 14h, l'expulsion de plusieurs familles de Roms habitant un terrain appartenant à une société privée.

L'opération « s'est déroulée sans aucun incident », selon le commissariat. Les familles ont rejoint un autre campement de Roms de la ville, sans que soient réglées pour autant la question des conditions de vie indécentes de ces familles.

Une seule d'entre elles a demandé à être relogée dans un hôtel.

Hérault - Montpellier

Terrain occupé par des Roms : verdict le 21 avril

Midi Libre - vendredi 1 avril 2011

L'avocat des dix-huit familles roms menacées d'être expulsées du terrain privé qu'elles habitent, demande une médiation. Le terrain en question, en friche depuis des années, est situé à Celleneuve (canton de Montpellier).

« Je sais que derrière cette procédure, il y a un problème humain grave. Mais depuis un an, mes clients ont été extrêmement conciliants et toutes leurs démarches ont échoué » exprime Me Gallix, le conseil d'un père et de sa fille.

Les plaintes des habitants du quartier sont évoquées, face à l'importance, pour les enfants Roms du campement scolarisés, de terminer ici leur scolarité.

Pour l'avocat des Roms, « Il existe en droit français un droit opposable au logement ayant la même valeur que le droit de propriété. C'est un terrain agricole, en friche depuis des années. Où est le trouble ? Moi, j'estime qu'il n'y en a pas et vous devez vous déclarer incompetent. Il faut donner à ces gens les moyens intellectuels, matériels et moraux pour s'insérer. Sinon, si on les renvoie chez eux, on sait qu'ils reviendront. »

Le délibéré sera rendu le 21 avril prochain.

Seine-Saint-Denis - Ivry-sur-Seine

Demande d'expulsion d'un campement de Roms par l'AP-HP

citizenside.com - 2 avril 2011

Ils risquent l'expulsion du terrain appartenant à l'AP-HP (l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris) qu'ils habitent depuis mi-février. Après l'incendie accidentel de leur campement porte de Choisy, lors duquel un quinquagénaire avait trouvé la mort, une centaine de Roms s'était installée sur un terrain laissé à l'abandon, proche de l'hôpital Charles Foix. Soutenus par les associations locales, la paroisse, les riverains, ils avaient même été autorisés par l'AP-HP à procéder à un branchement d'eau et à l'installation de sanitaires.

Ils risquent désormais l'expulsion : l'AP-HP, en tant que propriétaire du terrain, a déposé une assignation en justice afin de le récupérer.

Le procès a eu lieu le 4 avril 2011, à 13h30 au Tribunal de Grande Instance de Créteil.

Les Hôpitaux de Paris déboutés de leur demande d'évacuation d'un campement rom
CRETEIL, 7 avril 2011 (AFP)

Le juge des référés de Créteil a débouté jeudi l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) qui demandait l'évacuation d'un terrain à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) sur lequel une centaine de Roms ont établi leur campement depuis mi-février, a-t-on appris de sources judiciaires.

Le juge a considéré que l'AP-HP n'avait pas fourni de documents "suffisamment probants" pour établir son droit de propriété sur ce terrain situé en bordure de l'hôpital Charles-Foix d'Ivry, ont expliqué ces sources.

Val d'Oise - Sarcelles

Expulsion massive

leparisien.fr – lundi 4 avril 2011

Les riverains semblent exulter et disent « respirer » de nouveau : le camp de Roms du Mont-de-Gif, à Sarcelles, où vivaient près d'un millions de personnes, est presque désert. Sous le coup d'une expulsion ordonnée par le tribunal de Pontoise il y a deux semaines, la plupart des familles sont déjà parties d'elles-mêmes, sans aucune violence, malgré les conditions de vie terribles auxquelles elles étaient confrontées.

Pour où ? Pour Jean-Claude Vitran, de la Ligue des droits de l'homme, certains seront repartis en Roumanie, d'autres tenteront de s'installer dans les agglomérations alentour. Parfois sans succès, comme à Groslay, une ville avoisinante.

Le terrain, lui, sera sécurisé pour empêcher toute nouvel habitat précaire, avec une facture plutôt lourde à payer : entre 500 et 600.000 €.

Le collectif de soutien aux Roms de Roumanie dénonce leurs conditions de vie et précisent : « Nous savons que les OQTF (NDLR : obligation de quitter le territoire français) vont pleuvoir dès que la police aura retrouvé la trace des... fugitifs, ce qui ne saurait tarder [...] Il est des humains qui n'ont aucune place où vivre en France. Le gouvernement, imperturbable et impitoyable, poursuit sa politique d'éloignement. En vain. »

Pas-de-Calais - Dourges

Evacuation de quatre familles de Roms

La Voix du Nord - mardi 12 avril 2011

Une trentaine de policiers ont évacué, à 7 heures du matin ce mardi, quatre familles roms installées depuis le 21 février sur un terrain appartenant à la communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin

(CAHC). Déjà déplacées en février d'un terrain insalubre de l'agglomération, les familles, aidées par le père Arthur depuis leur installation à Dourges, n'ont pas d'autre terrain où s'installer.

Cette expulsion soudaine a surpris le défenseur des familles, alors même qu'elles se trouvaient en négociation avec la CAHC pour l'occupation du terrain.

Sous le coup d'un mandat d'expulsion ordonné par la Préfecture, six Roms ont été expulsés lundi après-midi vers la Roumanie. Deux familles placées en centre de rétention administrative devaient l'être dès le lendemain. Les autres, qui ont refusé d'aller en centre d'hébergement, sont sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Par ailleurs, deux mères isolées et leurs treize enfants auraient fait part de leur souhait de retourner en Roumanie par eux-mêmes.

Seine-Saint-Denis – Créteil

Expulsion à Créteil

Le Parisien – 12 avril 2011

Un terrain où 80 Roms s'étaient installés à Créteil (Val-de-Marne), près de l'enseigne Boulanger, sur la départementale D6, a été évacué ce mardi matin dès 6 heures par la police. Trois heures plus tard, les familles s'étaient dispersées, selon un membre du comité de soutien.

Cette expulsion fait suite à une décision de justice.

Nord - Lille

159 Roms renvoyés en Roumanie

Le Figaro – 12 avril 2011

Les 159 Roms roumains expulsés depuis Lille ont atterri aujourd'hui à l'aéroport de Timisoara, dans l'ouest de la Roumanie, avec une « aide au retour » (400 euros par famille, indique une source).

Rappelons que, l'été dernier, le renvoi massif de Roms avait soulevé les foules, et appelé l'Union Européenne à mettre un frein à la politique de renvoi du gouvernement de Nicolas Sarkozy. En septembre, La Roumanie et la France avaient décidé de trouver un terrain d'entente pour mieux travailler sur la question des roms migrants et de leurs conditions de vie en France.

La Roumanie compte, selon le recensement officiel, environ 530.000 Roms, environ 2,5 millions selon les ONG.

Pas-de-Calais - Dourges

Roms de Dourges : retour à la case départ

La voix du Nord - mercredi 13 avril 2011

24 heures après l'évacuation de leur campement, la vie « reprend » pour les 55 Roms restés sur place, à Dourges, dans des conditions de vie pires que jamais : depuis leur garde à vue, à la suite de l'interpellation de lundi, leurs caravanes ont été brûlées ou réduites en miettes, et les enfants fouillent parmi les décombres pour retrouver ce qu'ils ont pu perdre pendant l'évacuation...seules trois abris sont encore habitables, pour abriter plus de cinquante têtes. Grâce au père Arthur, le principal allié des Roms dourgeois au quotidien, dix enfants ont été accueillis pour la nuit, tandis que le reste d'entre eux s'abritait...contre un mur. Les deux familles devant être expulsées vers Bucarest ne l'ont finalement pas été, l'OQTF ayant été suspendue à cause d'une « procédure toujours en cours les concernant ».

Le collectif Fraternité Roms 62 a consacré la journée de mardi à chercher un nouveau terrain pour accueillir leurs hôtes devenus indésirables, y compris en se rendant à l'hôtel d'agglomération rencontrer le conseiller général et président de la communauté d'agglomération : Jean-Pierre Corbisez, accompagné du maire de l'agglomération, Patrick Defrancq. Le rendez-vous se solde par un renvoi vers les services sociaux et l'aide à l'enfance, et une promesse vague : « On va voir ce qu'on peut faire ». La journée s'achève sur une distribution de goûters pour tous, et de cordes à sauter pour les enfants transforme le hall en cour de récréation, tandis qu'une délégation est reçue par la conseillère général et le directeur de la MDS d'Hénin-Beaumont. L'aide alimentaire continuera pour les familles qui en étaient déjà bénéficiaires, et des aides financières ont été proposées pour le rachat de caravanes. On parle d'une table ronde afin de trouver d'autres solutions que celles qui finissent en expulsions.

A la suite de ces événements, le collectif Fraternité Roms 62 espère susciter un nouveau regard des élus de l'agglomération sur le sort des Roms. Une ébauche de terrain d'entente qui n'empêche pas le collectif d'organiser, samedi à 15 h, une marche, du camp de Dourges à la CAHC.

Une nouvelle expulsion des familles roms toujours présentes près du terrain (une quarantaine de personnes), a eu lieu ce mercredi matin (le 13), à la demande du maire de Dourges. Les familles ont été forcées à s'acheminer vers l'A21 en direction du Nord.

Suite(s) et fin pour les Roms de Dourges

La Voix du Nord – Jeudi 14 avril

Depuis le 21 février, 55 Roms occupaient un terrain à Dourges. Après une première évacuation lundi, les familles s'étaient installées le lendemain sur un terrain communal tout proche, rue Hoche prolongée. Mais hier matin, ils ont été évacués de nouveau à la demande du maire de Dourges, et définitivement cette fois. L'incompréhension est totale : les policiers eux-mêmes les avaient laissés sur ce terrain lundi. Les Roms prennent la route cahin-caha, dans une ambiance tendue. Des membres du collectif Fraternité Roms encadrent la manœuvre comme ils peuvent.

Le problème reste entier. Le collectif Fraternités Roms reproche « un double jeu » aux élus locaux, qui avaient promis de réunir la commission habitat pour trouver des terrains potentiels dans les 14 communes alentour. Le maire, Patrick Defrancq, argue que la commune manque de terrains libres, et dit attendre la solidarité de l'agglomération pour mobiliser des terrains en urgence, comme cela se

fait dans ces cas-là.

En fin de matinée, le convoi a été raccompagné par la police jusqu'à l'A 21 vers le Nord. Une fois la frontière franchie, les motards ont laissé les Roms à eux-mêmes, avec une OQTF. D'après Pierre Rose, le président du collectif, ils seraient partis à Lesquin.

Le collectif, accompagné des Roms, a manifesté sa colère samedi 16 à 15h, comme prévu, lors d'une marche de 5 kilomètres entre la mairie de Dourges et la CAHC.

Nord - Villeneuve d'Ascq

Lettre ouverte du maire de Villeneuve d'Ascq à Martine Aubry

La Voix du Nord – 15 avril 2011

Se faisant « le porte-parole » des habitants de sa commune, Gérard Caudron a envoyé une lettre ouverte à Martine Aubry, dans laquelle il déplore la présence inamovible de Roms sur les terrains de sa commune, alors même qu'à mi-mandat, le maire souhaite mettre en place de grands travaux d'urbanisme dans sa ville. Il souhaite clairement que le PS se penche sur la question et trouve des solutions au problème de cohabitation, arguant que « les citoyens n'en peuvent plus et qu'ils peuvent avoir des réactions extrêmement violentes. »

Val-de-Marne – Orly

Un camp rom d'Orly de nouveau victime des flammes

Le Parisien – 16 avril 2010

C'est le troisième incendie que subit ce camp de Roms installé sur un terrain municipal à proximité de la gare des Saules, à Orly. Huit des vingt-quatre cabanes dressées sur le terrain ont disparu dans les flammes jeudi soir.

Plus de 70 personnes ont été évacuées, mais aucun blessé n'est heureusement à déplorer : d'après une des habitantes du camp, tout le monde était encore réveillé lorsque le feu a pris. En février 2010, ils n'avaient pas eu cette chance : après l'implosion d'un téléviseur, un garçon de trois ans et sa sœur de 15 mois avaient péri. Fin janvier, un incendie criminel avait ravagé sept cabanes, cette fois sans faire de blessé. Les 72 habitants du camp, dont une vingtaine d'enfants, ont été hébergés temporairement dans le gymnase Paul-Eluard, mais ont préféré repartir sur place au petit matin. Le cabinet du maire est perplexe devant ce nouvel incendie et précise que des extincteurs auraient été distribués depuis les premiers incidents. En attendant, une collecte de nourriture pour bébé et de vêtements aurait été effectuée.

Michel Fèvre, responsable de Romeurope dans le Val-de-Marne, précise : « Tout cela montre l'urgence de la situation. Ce sont des familles qui ont fui l'Essonne l'été dernier, lors des évacuations massives des camps roms dans toute la France. Il faut agir. »

Hier après-midi, la vie reprenait son cours dans le camp, avec la reconstruction des cabanes sinistrées.

National

Annulation de la circulaire sur l'évacuation des camps illicites

localtis.info - lundi 11 avril 2011

Jeudi 7 avril, Le Conseil d'Etat a annulé la circulaire du 5 août 2010 qui demandait aux préfets de procéder à "une démarche systématique de démantèlement des camps illicites, en priorité ceux de Roms". Face à un recours déposé par l'association SOS racisme-Touche pas à mon pote, le Conseil a considéré que le gouvernement ne pouvait agir "en méconnaissance du principe d'égalité devant la loi", à mener "une politique d'évacuation des campements illicites désignant spécialement certains de leurs occupants en raison de leur l'origine ethnique". Cette circulaire visait, comme l'amendement à la loi Loppsi 2 annulé le 10 mars dernier (visant à étendre aux habitations en dur ou fixes les mesures qui s'appliquent aux stationnements illégaux de caravanes), à atteindre l'objectif fixé par le président de la République, le 28 juillet 2010, d'évacuer 300 campements ou implantations illicites sous trois mois.

EUROPE

Une proposition européenne pour les Roms

lepetitjournal.com - vendredi 8 avril 2011

Dans le cadre du programme Europe 2020 pour l'éducation, l'intégration et l'emploi, la Commission européenne a proposé un cadre européen des stratégies nationales d'intégration des Roms, qui servira de fil conducteur pour les politiques nationales relatives aux Roms et contribuera à la mobilisation des fonds de l'UE (Fonds structurels, Fonds européen agricole pour le développement rural) pour appuyer les efforts d'intégration. Tous les points fondamentaux en matière d'éducation, d'aide à l'emploi, à la santé et au logement ont été abordés pour faire avancer la cause Rom en Europe.

Un cadre légal pour cette proposition a été mis en place, fondé sur l'article 13 du Traité de la Communauté Européenne et la Directive 2000/43/EC sur l'égalité raciale, parmi d'autres. L'action, qui devrait être relayée au niveau national par chaque Etat Membre, est soutenue par le réseau EURoma, dont 12 Etats de l'UE font d'ores et déjà partie.

ETRANGER

Hongrie- Budapest

Le procès des auteurs présumés de persécutions contre des Roms s'ouvre à Budapest

[amnesty.org - 24 mars 2011](#)

Amnesty International appelle les autorités hongroises à « prendre des mesures en vue de venir en aide aux victimes d'attaques à caractère raciste », à la veille du procès qui s'est ouvert vendredi 25 mars à Budapest contre les quatre personnes accusées d'une série d'homicides ciblant des Roms. Six personnes ont trouvé la mort lors de neuf agressions contre des Roms sur le territoire hongrois en 2008 et 2009.

Les quatre meurtriers présumés ont été arrêtés en août 2009. Trois d'entre eux ont été inculpés d'homicides multiples coordonnés, le quatrième est inculpé d'avoir aidé à commettre le crime d'homicide multiple prémédité.

À la suite d'une marche anti-Roms organisée le 6 mars par le Jobbik (Mouvement pour une Hongrie meilleure), un parti d'extrême droite, dans le village de Gyöngyöspata, lors de laquelle trois milices privées ont arpenté la zone en insultant et en intimidant les habitants, les Roms ont peur d'essuyer de nouvelles agressions, annoncées par le Jobbik lui-même.

Le meurtre de 6 Roms hongrois en cours de jugement

[Le Journal Francophone de Budapest - 4 avril 2011](#)

Le procès des 4 présumés responsables des attaques racistes sur des Roms en 2009, dans une commune au sud de Budapest, vient de débiter. Ces hommes appartenaient à une milice dont l'objectif serait de défendre la majorité des hongrois contre la criminalité croissante. A cet effet, cette garde effectue des contrôles dans les rues, prenant ainsi la place des policiers, voir des juges. Le parti d'extrême droite, le Jobbik, soutient ouvertement ce mouvement.

Dans ce procès, sur les 4 présumés coupables, 3 risquent la prison à perpétuité. Le rôle de la police dans cette affaire, qui aurait fait preuve de négligences dans le déroulement des enquêtes, devrait être soulevé.

Serbie - Belgrade

Amnesty International appelle à cesser les expulsions en Serbie

[Affaires stratégiques.info - 13 avril \(Source : Amnesty International\)](#)

La situation des Roms à Belgrade se dégrade. Une augmentation des expulsions depuis deux ans, suite à de grands travaux entrepris par la municipalité, mettent les familles de Roms serbes dans des conditions de vie de plus en plus intolérables. Amnesty International tire la sonnette d'alarme.

On compte entre 250 000 et 500 000 Roms en Serbie. Présents sur le territoire depuis plusieurs

siècles, ils ont obtenu le statut de minorité seulement en 2002. Ils sont victimes, comme dans la plupart des pays européens, de discriminations, et vivent dans des conditions très précaires. Les expulsions (« Nettoyage des logements non-hygiéniques ») ont augmenté dès 2003 dans le but de construire 5000 logements neufs.

Le paradoxe : en 2008, le gouvernement avait annoncé que l'intégration des Roms était une de ses priorités. Amnesty International demande donc à la Serbie de « cesser les expulsions quand elles ne sont pas suivies de solutions d'accompagnement ou de relogement. » Les travaux entrepris sont financés par la Banque Européenne d'investissements et la Banque Européenne de Développement, qui devraient s'assurer qu'aucun droit humain n'est violé dans le cadre de ceux-ci. Dans un but d'intégration, la communauté rom devrait avoir le droit au logement décent, et à choisir sa région d'habitation.

Une réflexion commune sur le sujet est indispensable en Europe.

FAITS DIVERS

Nord -Dunkerque

Perquisition et arrestations, hier matin, dans deux camps de Roms

La Voix du Nord- mardi 29 mars 2011

A 6h le mardi 29 mars 2011, une trentaine de gendarmes ont effectué une descente dans deux camps de Roms situés rue Vaucanson, à Lille et rue de l'Union, à Tourcoing. Appuyés par deux pelotons de gendarmes et trois maîtres-chiens, ils ont saisi quantité d'objets provenant de cambriolages : écrans plats, ordinateurs, consoles de jeux, téléphones portables... Quatre ressortissants roumains ont été placés en garde à vue suite à cette perquisition.

Cette opération fait suite à une enquête judiciaire ouverte début décembre pour des vols en bande organisée, après que quatre ressortissants roumains installés dans les camps de la métropole avaient été interpellés en flagrant délit de vol dans l'agglomération.